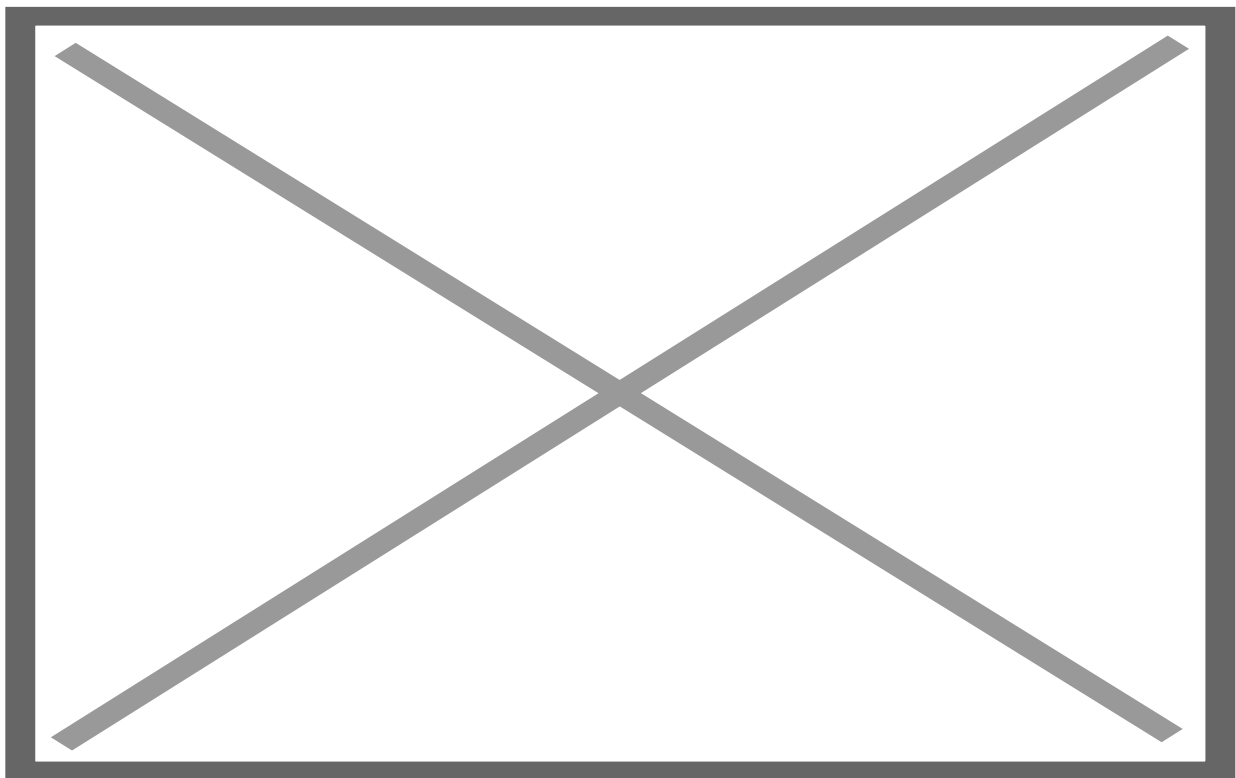


Nouveau conflit sur les taxes entre les responsables d'Églises chrétiennes et le gouvernement israélien

Description

Les responsables d'Églises affirment que le gouvernement israélien leur demande de payer l'impôt foncier, ce qui perturbe le statu quo.

Par Julia Frankel, le 24 juin 2024



Des fidèles chrétiens participant à la cérémonie du feu sacré à l'Église du Saint-Sépulcre, dans la vieille ville de Jérusalem, le 15 avril 2023 (Jamal Awad/Flash90).

Les dirigeants des principales Églises ont accusé les autorités israéliennes de lancer une « attaque coordonnée » contre la présence chrétienne en Terre sainte en engageant des procédures fiscales à leur encontre.

Alors que les responsables israéliens ont tenté de faire passer ce désaccord pour une question financière de routine, les Églises affirment que cette démarche bouleverse un statu quo séculaire et reflète une intolérance croissante à l'égard de la minuscule présence chrétienne en Terre sainte.

Dans une lettre adressée cette semaine au Premier ministre Benjamin Netanyahu, les chefs des principales confessions chrétiennes ont affirmé que quatre municipalités d'Israël avaient récemment envoyé des lettres d'avertissement aux responsables d'églises, les mettant en garde contre des poursuites judiciaires s'ils ne payaient pas leurs impôts.

« Nous pensons que ces efforts constituent une attaque coordonnée contre la présence chrétienne en Terre sainte », ont écrit les chefs des églises catholique, grecque orthodoxe et arménienne orthodoxe. « En cette période où le monde entier, et le monde chrétien en particulier, suivent en permanence les événements en Israël, nous nous trouvons, une fois de plus, face à une tentative des autorités de chasser la présence chrétienne de la Terre Sainte.

Les chrétiens sont une infime minorité, représentant moins de 2 % de la population d'Israël et des territoires palestiniens. Selon le département d'état américain, il y a 182 000 chrétiens en Israël, 50 000 en Cisjordanie et Jérusalem et 1 300 à Gaza. La grande majorité d'entre eux sont des Palestiniens.

Les églises, qui sont d'importants propriétaires fonciers en Terre sainte, affirment qu'elles ne paient pas d'impôts fonciers, conformément à une longue tradition. Leurs fonds vont à des services qui profitent à l'état, comme les écoles, les hôpitaux et les maisons de retraite.

La lettre indique que les municipalités de Tel Aviv, Ramla, Nazareth et Jérusalem ont toutes, au cours des derniers mois, envoyé des lettres d'avertissement ou entamé des poursuites judiciaires pour des dettes fiscales présumées.

La municipalité de Jérusalem a déclaré à Associated Press que l'église n'avait pas soumis les demandes nécessaires d'exonération fiscale au cours des dernières années. Elle a ajouté qu'« un dialogue est en cours avec les églises pour recouvrer les dettes relatives aux propriétés commerciales qu'elles possèdent ».

Les autres municipalités n'ont pas fait de commentaires immédiats. Il n'est pas clair si les municipalités ont agi de manière coordonnée ou si les mesures fiscales sont une coïncidence.

En 2018, les chrétiens avaient fermé l'église du Saint-Sépulcre à l'initiative par les chrétiens comme le site de la crucifixion et de la résurrection de Jésus pour protester contre la décision des autorités israéliennes d'imposer des taxes sur les propriétés commerciales dans la ville sainte.

Les dirigeants chrétiens ont fait valoir que les sites tels que les auberges de pèlerins et les centres d'information remplissaient d'importantes fonctions religieuses et culturelles, et que les taxer porterait atteinte à la pratique religieuse des chrétiens en Terre sainte. M. Netanyahu a rapidement suspendu le plan face à la réaction vive de l'opinion publique.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Associated Press](#)

date créée
2024/07/01